



Exclus de l'université pour militantisme syndical, des **étudiants tunisiens** sont en grève de la faim. **REGARDS PAGE 2**



Le débat entre défenseurs du **libre-échange** et tenants du **protectionnisme** enfle. C'est pourtant du capitalisme qu'il faut sortir. **PARLONS-EN PAGE 10**



Alors que les suppressions d'emplois se chiffrent en dizaines de milliers, il y a urgence à **interdire les licenciements**. **ARGUMENTS PAGES 6 ET 7**

TOU**T** est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

2 AVRIL 2009 | N° 2 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

UN 60^E ANNIVERSAIRE SANGLANT

OTAN HORS D'AFGHANISTAN



Strasbourg sera en état de siège, les 3 et 4 avril, pour empêcher les manifestations contre une politique qui mène le monde à la catastrophe. Les 28 chefs d'Etat des pays membres feront la promotion du redéploiement diplomatique et militaire décidé par Obama.



Ceux qui se prétendent les défenseurs de la liberté et de la démocratie n'ont pas lésiné sur les moyens pour se protéger de la population et empêcher que se ma-

nifestent le désaveu, la condamnation, le rejet de leur politique qui conduit le monde à la catastrophe. Ce sommet de l'Otan a pour objectif, après le G20 de Londres, de redéfinir la stratégie des Etats-Unis et de leurs alliés pour tenter de reprendre l'initiative alors que,

sur le terrain économique, social comme celui des relations internationales, leur échec est patent, en particulier en Afghanistan.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

RENAULT UNE RELOCALISATION TROMPEUSE

Le 9 février, Renault, PSA et plusieurs équipementiers signaient avec le gouvernement, à l'Elysée, le «Pacte automobile», censé soutenir la filière automobile. En échange de prêts à taux préférentiels pour un montant total de 6 milliards d'euros, Nicolas Sarkozy annonçait que les deux constructeurs français s'étaient

engagés à «ne fermer aucun de leurs sites» durant cinq ans et à «tout faire pour éviter les licenciements». Lors de l'émission «Face à la crise», diffusée quatre jours plus tôt, il laissa même entendre que Renault et PSA pourraient «relocaliser» des emplois en France.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 4



APRÈS LE 19 MARS DISCUSSIONS ANIMÉES

Un sondage BVA détonne: 59% des Français souhaitent «poursuivre» le mouvement, 22% étant pour un «mouvement durable et continu de grèves au plan national». L'absence de suites nationales provoque une multitude de prises de position, de syndicats (surtout CGT), de fédérations, de structures interprofessionnelles locales. Des réseaux intersyndicaux locaux (CGT, FSU, Solidaires) se constituent ou se renforcent, pour porter les débats, voire organiser des initiatives locales. **LIRE PAGE 5**

MAYOTTE CHARCUTAGE COLONIAL

On savait que le référendum sur la départementalisation de l'île comorienne de Mayotte, organisé dimanche 29 mars, était totalement illégal du point de vue du droit international puisque, pour l'ONU, comme pour l'Union africaine, la France n'a aucun droit et aucune souveraineté sur l'île. Les résultats sont ceux attendus. Ils sont l'aboutissement d'un long processus initié par l'impérialisme français dès le XIX^e siècle. Peut-on parler, alors, de libre choix lorsque l'organisateur du scrutin est le colonisateur? **LIRE PAGE 8**



Par **François Coustal**

SUPERCHERIE

Depuis un mois, le buzz s'amplifiait: on allait voir ce qu'on allait voir! Gouvernement et médias nous jouaient

«super-Sarkozy s'attaque aux rémunérations des grands patrons rapaces». La «moralisation du capitalisme» (sic) allait franchir une étape décisive. Il faut dire qu'en temps de crise, de stagnation des salaires et de plans de licenciements massifs, les annonces répétées des revenus astronomiques des dirigeants d'entreprise alimentent l'exaspération sociale qui monte.

Tout ça pour ça! Seule une petite dizaine d'entreprises ayant bénéficié d'aides de la Société des prises de participation de l'Etat – principalement les banques et les deux constructeurs automobiles – est vraiment concernée par le décret Fillon. Et uniquement jusqu'en 2010 car, à cette date, c'est sûr, la crise sera finie... En plus, les mesures prises sont limitées à l'interdiction (temporaire, donc) de distribution de stock-options et d'actions gratuites. Pour ce qui est des bonus et des indemnités de départ, ils seront «strictement encadrés!» Pour les autres patrons, on fera confiance au code de bonne conduite du Medef...

Comme on le voit, il s'agit d'un pur effet d'annonce. Et encore, l'annonce s'est-elle dégonflée au fil des semaines! A aucun moment, il n'a été question de toucher vraiment ni aux dividendes ni aux rémunérations des hauts dirigeants. Car sinon, selon Fillon, «on entre dans un autre modèle économique»... C'est bien cela le problème! Entrer dans un autre modèle n'est évidemment pas dans les intentions du gouvernement, ni dans celles des différents gouvernements du G20. Avant ce sommet, Nicolas Sarkozy a reçu les dirigeants syndicaux français. On comprend bien son intention: afficher un consensus national. On ne peut que regretter que les dirigeants syndicaux se soient prêtés à cette mascarade.

L'heure n'est pas au replâtrage du système, mais à la mobilisation. Avec une conviction: pour s'attaquer réellement à la crise du capitalisme, il faut s'attaquer au capitalisme.



3 AVRIL, TRAPPES, NPA. Réunion publique avec Omar Slaouti (tête de liste en Île-de-France aux élections européennes), 20h30, salle Jean-Baptiste-Clément.

3 AVRIL, VESOUL, NPA. Réunion publique, vendredi 3 avril, 20h30, Café français.

4 AVRIL, ROUEN, NPA. Fête du NPA (repas et soirée festive), avec quatre débats, meeting (avec Christine Poupin tête de liste sur le Nord-ouest, Alex Lollia du LKP), samedi 4 avril, de 14h à minuit, à la halle aux Toiles.

4 AVRIL, STRASBOURG, OTAN. Manifestation contre l'Otan, à l'occasion du 60^e anniversaire de l'organisation, samedi 4 avril, 13h, pont de l'Europe (côté français), rens.: www.otan-non.org.

à noter

6 AVRIL, ISSOIRE, NPA. Projection-débat autour du documentaire «La crise: pourquoi et comment...?», lundi 6 avril, 20h, salle du Strapontin (médiathèque d'Issoire).

8 AVRIL, PARIS 12, NPA. Réunion publique «La crise économique et la construction du NPA», avec Alain Krivine, mercredi 8 avril, dès 20h, espace Liberté (106, rue de Charenton, Paris 12^e, M^o Ledru-Rollin ou gare de Lyon).

8 AVRIL, VILLEJUIF, NPA. Réunion publique du NPA, avec Daniel Bensaïd et Omar Slaouti (tête de liste NPA aux européennes en Île-de-France), mercredi 8 avril, 20h, salle Maurice-Cardin (passage du Moutier, près du 56, rue Jean-Jaurès).

9 AVRIL, VITRY, NPA. Réunion publique «En Guadeloupe et Martinique, ils ont gagné; ici aussi c'est possible», avec Fred Barlagne (Cercasol, Guadeloupe) et Frédéric Constant (GRS, Martinique), jeudi 9 avril, 20h, salle du Château (6, rue Montebello, place du marché).

9 AVRIL, LOUVIERS, AREVA-NIGER. Soirée-débat et exposition «Areva ne doit pas faire la loi au Niger», organisée par le NPA, Attac, les Verts, Sortir du nucléaire 27, le collectif Tchinchaghén, la LDH Louviers, jeudi 9 avril, 20h, au Moulin.

9 AVRIL, CHOISY-LE-ROI, EAU. Réunion publique «Le scandale de l'eau», avec Jean-Luc Touly (président de l'Association pour un contrat mondial de l'eau), jeudi 9 avril, 20h, salle du Royal (13, avenue Anatole-France, en face de la gare RER).

10 AVRIL, BELVÈS, NPA. Réunion publique, vendredi 10 avril, 20h30, salle de la mairie.

14 AVRIL, CHÂTELLERAULT, NPA. Réunion publique, mardi 14 avril, 20h30, salle Camille-Pagé.



regards

Propos recueillis par Wassim Azreg



Les cinq grévistes.

ÉTUDIANTS TUNISIENS EN GRÈVE DE LA FAIM

Depuis le 11 février, cinq syndicalistes étudiants de Tunis, Mahdia et Sfax, exclus de l'université à cause de leurs activités syndicales, sont en grève de la faim. Adel Ghezala est militant associatif et membre du comité de soutien¹.

Comment a commencé la grève?

La grève a démarré le 11 février, suite au refus catégorique des autorités d'inscrire les cinq étudiants (Mohamed Bouallague, Mohamed Essoudani, Aymen Ejaâbiri, Taoufik Ellouati, Ali Bouzouzi) dans un établissement universitaire quel qu'il soit. Depuis le début, leurs dossiers sont pris en charge et soutenus par l'Union générale des étudiants tunisiens (Uget). Au début, il y a eu des promesses d'inscription mais, au final, ni leur établissement ni le ministère n'ont tenu parole. Après avoir épuisé tous les moyens de tractations et de lutte, ils n'ont eu pour ultime recours que d'entamer la grève de la faim.

Cela fait 48 jours qu'ils ont cessé de s'alimenter dans le minuscule local de l'Uget à Tunis. Comment vont-ils?

Leur état de santé se dégrade, les lésions peuvent être désormais irréversibles. L'un d'entre eux, Aymen, a déclaré il y a une semaine, après son hospitalisation en urgence, ne plus accepter l'assistance médicale et a dit: «Laissez-moi mourir, peut-être que ma mort servira à faire bouger les choses pour la totalité des exclus et permettra à mes camarades de continuer leurs études.»

Sont-ils des cas isolés?

Le nombre d'étudiants militants syndicaux exclus, dépasse les 40. A chaque fois, le scénario est le même: un conseil de discipline avec diverses accusations comme agitateurs, fauteurs de troubles ou agressions sur autrui, puis des poursuites judiciaires qui se terminent par un emprisonnement. Le cas de Mohamed Essoudani est édifiant. Sur la base de ce type d'accusations, le conseil de discipline a décidé son renvoi définitif, juste après une arrestation policière musclée. Il a pu pourtant prouver de manière irréfutable qu'il n'était pas présent à la faculté le jour des faits qui lui sont reprochés. Le tribunal de Mahdia l'a acquitté mais l'université a refusé de revenir sur la décision d'exclusion. Il a eu beau clamer son innocence et engager toutes les tractations possibles, mais au final, ce fut silence radio. Il a donc entamé une grève de la faim, le dos au mur. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que

cela se produit en Tunisie. Déjà, en 1997, dix étudiants renvoyés avaient fait grève et n'ont obtenu gain de cause que sept ans plus tard, en 2004.

Comment le régime réagit-il?

Malgré les diverses tractations et demandes d'audiences, les autorités compétentes, pilotées par le régime de Ben Ali², ont opposé un refus catégorique même d'évoquer le sujet. Le comité de soutien œuvre dans des conditions extrêmement difficiles, avec une présence policière énorme et démesurée devant le local de l'Uget, interdisant toute rencontre avec les grévistes. Chaque jour, une bataille rangée éclate entre étudiants et policiers pour le simple accrochage d'une banderole signalant la grève. Plus généralement, le contexte social s'alourdit de jour en jour en Tunisie. Ce qui s'est passé toute l'année dernière au bassin minier³ n'est qu'un témoin de la gravité de ce qui se passe aujourd'hui, sur fond d'élection présidentielle. Malheureusement, en face, la gauche tunisienne reste divisée.

Que peut faire le comité de soutien?

La solidarité a mis du temps à se manifester. Un comité hétérogène, avec des membres de partis politiques, des militants des droits de l'homme ou actifs dans la société civile, n'a pu se créer qu'une vingtaine de jours après le début de la grève. On essaie d'abord de trouver une solution pratique par voie de négociation. Notre but est principalement de permettre aux étudiants exclus de regagner l'université et d'arrêter cette grève qui menace depuis longtemps leur vie. On a même tenté de trouver une sortie honorable pour qu'ils arrêtent la grève même sur des promesses, tout en sachant que c'est inadmissible de tourner le dos à cette tragédie: mourir ou s'inscrire.

1. Site de soutien aux grévistes: www.matroudine.fr.vc

2. Ben Ali, 73 ans, président de l'état policier tunisien, se représente à l'élection présidentielle pour un cinquième quinquennat cette année.

3. Grève de plusieurs mois dans la région de Gafsa début 2008, sur fond de chômage, notamment des jeunes. De lourdes peines d'emprisonnement ont été prononcées contre des syndicalistes y ayant participé.





G20 DU CÔTÉ DU PATRONAT

Au-delà des belles paroles moralisatrices, la classe dominante navigue à vue, tiraillée entre deux stratégies qui devaient s'exprimer lors du sommet du G20, le 2 avril.

D'un côté, certains, comme l'économiste en chef de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Klaus Schmidt-Hebbel, estiment que «la débâcle dans le secteur financier ne remet pas en question les effets bénéfiques des réformes recommandées des marchés de produits et du marché du travail». De fait, le G20 ne traitera que du secteur financier. Derrière la vieille rengaine de la compétitivité et de la flexibilité, il y a l'injonction à se mettre en ordre de bataille pour la reprise en 2010. En France, l'accroissement des déficits induit par la crise sert indirectement de justification à la RGPP (non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux) ou aux attaques contre l'hôpital public (loi Bachelot). D'un autre côté, l'inquiétude gagne la classe dirigeante. Non seulement l'incertitude est grande concernant la reprise, mais les prévisions pour 2009 sont continuellement revues à la baisse. Par exemple, en Allemagne, le ministre de l'Économie, qui déclarait en janvier que la contraction du PIB serait de l'ordre de 2,25% cette année, reconnaît aujourd'hui que ce diagnostic est dépassé. La Commerzbank (deuxième banque du pays) estime même que le PIB pourrait y reculer de 7%. De son côté, le FMI a indiqué, dans une note préparatoire à la réunion du G20, qu'il prévoit désormais une baisse du PIB mondial comprise entre 0,5% et 1%. La contraction serait de 2,6% aux États-Unis, et de 5,8% au Japon. La classe dominante est en train de prendre la mesure d'une crise générale, systémique. L'ancien président de la Banque centrale américaine (la FED), Alan Greenspan, a prévenu, dans un entretien accordé au Financial Times, que la nation-

nalisation du système bancaire américain sera nécessaire. Alors qu'il jubilait avant la crise parce que «l'hypercapitalisme est hypersympa», le journaliste hyperlibéral Eric Le Boucher déchanté et lance un appel à l'aide: «Le système financier occidental est sur le point de mourir. Il est donc temps que les gouvernements prennent la mesure de cette dépression qui vient, adoptent des plans de sauvetage monstrueux et, probablement, nationalisent l'ensemble des banques mondiales, ou presque.» De même, Jacques Attali, qui souhaitait, en novembre 2008, «que les champions de la finance puissent s'exprimer et influencer» les autorités de régulation, insiste à présent sur le risque d'effondrement général. Ces déclarations résument bien le désarroi de la bourgeoisie. Dans ces conditions, certains essayent de jouer les sauveurs suprêmes. Dans sa «Lettre ouverte à mes amis de la classe dirigeante» (le Figaro, 23 mars 2009), Alain Minc leur prodigue ses bons conseils. Il appelle le patronat à la modération et vante les vertus de la collaboration de classe: «Les syndicats essaient de canaliser tant bien que mal le mécontentement et donc de préserver l'ordre social.» Minc se garde bien de rappeler que l'explosion des inégalités est à l'origine d'une crise de surproduction! Quand bien même le patronat écouterait les appels de son laquais à prendre garde au «poids des symboles», quand bien même le G20 prendrait quelques mesures pour la «transparence» et la «surveillance» des marchés financiers, cela ne peut suffire à faire repartir ce système fondé sur l'exploitation.

Philip Grievés



Londres, le 28 mars. 40 000 personnes défilent contre le G20. (REUTERS/TOBY MELVILLE)

OTAN, HORS D'AFGHANISTAN

SUITE DE LA PAGE 1

«Désorganiser, démanteler et vaincre Al-Qaïda au Pakistan et en Afghanistan et empêcher leur retour dans l'un ou l'autre de ces pays à l'avenir», c'est ainsi qu'Obama a défini sa politique, vendredi 27 mars. Il dénonçait la situation en Afghanistan «de plus en plus dangereuse» et sa volonté d'y mettre en œuvre une nouvelle stratégie régionale. Elle viserait à «rassembler tous ceux pour lesquels la sécurité dans la région est un enjeu, nos alliés de l'Otan et d'autres partenaires, mais aussi des États d'Asie centrale, les nations du Golfe et l'Iran, la Russie, l'Inde et la Chine». «Tous ont un intérêt dans la promesse d'une paix durable, la sécurité et le développement», a-t-il ajouté, tout en portant l'aide au Pakistan à 1,5 milliard de dollars par an sur cinq ans en précisant qu'il ne s'agissait pas d'un «chèque en blanc»...

Obama se situe ainsi dans la continuité de Bush, tout en tenant compte des nouveaux rapports de forces, de l'échec de la politique dite de «la guerre sans limite» de son prédécesseur au lendemain du 11 septembre 2001. Il entend utiliser la crise pour faire pression sur les autres États, et en particulier la Russie, l'Iran, la Chine en utilisant les moyens militaires et diplomatiques, par le biais de l'Otan, ainsi que les pressions économiques.

«Éliminer Al-Qaïda», «la guerre contre le terrorisme», sont les piètres et cyniques justifications d'une politique impérialiste. Après avoir dévasté l'Irak, écrasé ses populations sous les bombes, exacerbé les conflits religieux, les troupes américaines devraient, promet Obama, partir en 2011... pour «mieux» se déployer en Afghanistan, où les USA envoient d'ores et déjà 17 000 soldats supplémentaires. Et ils envisagent les moyens d'étendre le conflit au Pakistan. Une telle stratégie, bien impuissante à sortir les États-Unis et leurs alliés du borbier afghan, menace d'en faire un point de cristallisation des rivalités internationales.

Sarkozy n'a pas attendu, cependant, pour faire vœu d'allégeance. «La France sait aussi qui sont ses alliés et qui sont ses amis: nos amis et nos alliés, c'est d'abord la famille occidentale», a-t-il déclaré pour justifier sa décision de réintégrer le haut commandement militaire de l'Otan que la France avait quitté depuis 1966, sous de Gaulle. Cela n'avait d'ailleurs pas empêché la France de participer aux interventions militaires dans l'ex-Yougoslavie ou à la guerre en Afghanistan, au nom de «la famille occidentale», formule au relent colonialiste désignant les grandes puissances impérialistes qui dirigent l'Otan. La paix et la démocratie, l'avenir de l'humanité ne se construiront pas avec des porte-avions, des missiles, des armes nucléaires, ou autres armes de destruction massive.

Nous serons à Strasbourg, afin de dire non à cette politique qui nie le droit des peuples, dilapide des milliards dans les guerres, à l'heure où les classes populaires paient les frais de la crise capitaliste. Dehors les troupes impérialistes d'Afghanistan! Oui à une Europe des travailleurs et des peuples, une Europe de la paix, de la coopération et de la solidarité internationale!

Yvan Lemaitre

LA FRANCE DANS L'OTAN



et aussi

LONDRES CONTRE LE G20. Les Londoniens ont pris de l'avance dans les mobilisations contre le G20, en rassemblant, samedi 28 mars, plus de 40 000 manifestants, en préambule aux autres manifestations qui doivent se dérouler en milieu de semaine dans la capitale britannique, au moment de l'ouverture du sommet. La principale exigence? Que les «dirigeants du monde» cessent de déverser des milliards pour sauver les banquiers et s'intéressent un peu plus aux besoins sociaux des victimes de la crise. A l'origine de la mobilisation, on trouve la coalition Put People First («Les humains d'abord»), qui regroupe des associations humanitaires et religieuses, des syndicats, des associations contre les discriminations et la pauvreté ainsi que des militants écologistes et anticapitalistes, autour d'une plateforme revendicative résumée par le slogan «jobs, justice, climate», c'est-à-dire: des emplois, de la justice et des mesures contre le changement climatique.

UN PREMIER PAS. Le PCF propose à l'Assemblée nationale «une loi pour interdire les licenciements dans les entreprises versant des dividendes à leurs actionnaires». Dans la situation actuelle, que les actionnaires et autres PDG continuent de toucher de l'argent pendant que les salariés subissent les licenciements est particulièrement révoltant. Selon un sondage paru dans l'Humanité dimanche, 75% des Français veulent l'interdiction des licenciements pour les entreprises réalisant des bénéfices. Imposer une telle mesure nécessitera une mobilisation coordonnée des travailleurs, à commencer par celles et ceux, malheureusement nombreux, concernés par les licenciements. Dans un tel cas, c'est la revendication de l'interdiction de tous les licenciements qui doit être mise en avant. En effet, par l'ouverture des livres de comptes et en remontant jusqu'aux donneurs d'ordres d'usines dites «en faillite», on pourra aisément faire la démonstration que les licenciements ne sont rien d'autre qu'une variable d'ajustement pour le maintien des profits de quelques-uns. Mais la proposition de loi du PCF est un premier pas positif qui peut appuyer la mobilisation contre les licenciements.

CRISE DE FOI PATRONALE? Étonnants résultats que ceux du sondage trimestriel effectué par ViaVoice pour les Echos. Pas tellement à cause de l'inquiétude des patrons vis-à-vis de leurs carnets de commandes. Mais plutôt à cause de leur opinion sur «les grandes références économiques». Ainsi, 53% des patrons ont une opinion «assez négative» ou «très négative» sur «le capitalisme». Ils sont 57% de patrons à avoir une opinion négative sur «l'économie de marché» et 85% à avoir une opinion négative sur la Bourse. Retour aux valeurs sûres: 75% ont une opinion négative des syndicats...



RENAULT

SUITE DE LA PAGE 1

Face à la réaction de la Commission européenne, affirmant que cette relocalisation d'emplois constituerait une entrave aux règles communautaires, *Le Canard enchaîné* dévoilera que le ministère de l'Economie avait démenti toutes ces promesses auprès de la Commission européenne: «Les engagements de maintien d'activité en France sont sans incidence sur les stratégies d'implantation de production.»

Ce qui n'empêchera pas le ministre de l'Emploi, Luc Chatel, en recherche désespérée de bonnes nouvelles, de récidiver en déclarant sur Europe 1, à la suite de la récupération par l'usine de Flins de 8000 Clio 2 Campus actuellement fabriquées à Novo Mesto (Slovénie): «Aujourd'hui, le groupe Renault va annoncer le rapatriement de la production d'un véhicule jusqu'à présent réalisé hors de France dans l'usine de Flins, ce sera un surplus d'activité pour cette usine.» Ne reculant devant aucune esbroufe pour donner un semblant de réussite à la politique gouvernementale, il ira même jusqu'à lier cette décision au plan d'aide de l'Etat en faveur de l'automobile, affirmant que ce plan «commence à obtenir des résultats».

Renault mettra les pendules à l'heure, en précisant que ce transfert de fabrication – de juin à octobre 2009 – n'était dû qu'à l'impossibilité de l'usine slovène de faire face à la demande de Clio 2 et de Twingo, boostée par la prime à la casse qui favorise la vente des petites voitures, notamment en France et en Allemagne. Cette information a été confirmée par le chef de l'Etat: «L'usine slovène tourne à plein, donc il ne s'agit pas de supprimer des emplois en Slovénie.»

Mais toute cette agitation sert à faire diversion sur ce qui se joue dès cette année dans l'application du «Pacte automobile». Un «Fonds de modernisation des équipementiers automobiles» a été doté de 600 millions d'euros pour restructurer toute la filière au travers de «l'émergence de nouveaux champions en France et en Europe». Il est financé à parts égales par l'Etat et les constructeurs. Et PSA de préciser: «Nous envisageons ce fonds avec un objectif de retour sur investissement. Il ne s'agit pas de sauver des canards boiteux.» Oubliant qu'ils sont responsables de la structuration actuelle de leurs équipementiers, les constructeurs s'appêtent à détruire des dizaines de milliers d'emplois chez leurs fournisseurs. Pour que les travailleurs de l'automobile ne fassent pas les frais de la crise, il y a urgence à discuter l'organisation d'une mobilisation nationale de toute la filière, avec pour ligne de mire l'interdiction des licenciements qui frappent aujourd'hui équipementiers et sous-traitants.

Renaud Lenormand



Sandouville, le 6 octobre 2008. (DR)

SARKOZY A SAINT-QUENTIN HARGNE ANTI-OUVRIÈRE

Sarkozy a tenu à affirmer, à Saint-Quentin, sa détermination à imposer les contre-réformes dont le rejet s'est massivement exprimé le 19 mars. Il a esquissé également les axes d'une offensive contre les travailleurs, la jeunesse et les anticapitalistes.



Saint-Lô (Manche), le 12 janvier. Manifestation contre la venue de Sarkozy dans la ville. (FRANCK HOULGATTE)

Du discours de Sarkozy à Saint-Quentin, le 24 mars, les médias ont surtout retenu ses propos moralisateurs et hypocrites contre les «parachutes dorés, les bonus, la distribution d'actions gratuites ou de stock-options dans une entreprise qui reçoit l'aide de l'Etat ou qui met en œuvre un plan social d'ampleur ou qui recourt massivement au chômage partiel», ainsi que son prétendu bras de fer avec la patronne du Medef, Laurence Parisot. Mais, comme le décret qui s'en est suivi, ce n'était qu'un écran de fumée destiné à masquer la réalité de sa politique, entièrement au service des classes possédantes. La mise en scène – meeting de campagne organisé dans la ville du nouveau dirigeant de l'UMP, Xavier Bertrand, une salle remplie de supporters acquis par avance –, comme le discours lui-même sont en réalité le signal d'une offensive dirigée contre tous ceux qui contestent sa politique, les travailleurs et

les jeunes, qui se sont mobilisés massivement le 19 mars. L'autosatisfaction affichée par Sarkozy est en elle-même une provocation. Il a égrené une série de mesures dont il prétend qu'elles pourraient soulager les conséquences de la crise pour les plus pauvres: une meilleure indemnisation du chômage partiel, l'extension des contrats de transition professionnelle, le versement d'une prime de 200 euros anticipant la mise en place du RSA, le versement de 200 autres euros sous forme de «bons d'achat de services à la personne», la suppression ou réduction des deux derniers acomptes de l'impôt sur le revenu pour les familles imposables au titre de la première tranche, l'augmentation déjà programmée de l'allocation adulte handicapé, le versement anticipé de la prime de rentrée scolaire... Toutes choses dérisoires, face à l'explosion du chômage (près de 80000 chômeurs de plus encore au mois de février) et qui, en outre, avaient déjà été annoncées. Quant aux jeunes,

premières victimes du chômage (32% de plus sur un an), Sarkozy n'a à leur proposer que des formations en alternance et des contrats d'apprentissage – avec l'objectif d'en doubler le nombre, actuellement de 600000. Ce qu'il ose appeler «un plan d'urgence»! Sarkozy s'est montré en défenseur des classes privilégiées, vantant le bouclier fiscal comme étant l'«expression d'un choix de société qui valorise la réussite» et se félicitant des plans de sauvetage des banques ou de son plan de relance en prétendant, contre toute réalité, alors que déferlent les plans de licenciements, qu'ils auraient même «rapporté des intérêts» ou permis de «sauver des milliers d'emplois». «Autonomie des universités», «réforme du lycée», réforme de la fonction publique et non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite... Sarkozy a dit qu'il ne céderait pas. Bien conscient de la montée de la révolte contre sa politique au service des privilégiés, il a esquissé

les axes de son offensive contre la contestation des travailleurs et de la jeunesse. Opposant à plusieurs reprises «ceux qui manifestent» et «ceux qui ne défilent pas, cette majorité silencieuse qui n'a pas les moyens de se mettre en grève», il a annoncé de nouvelles mesures répressives contre les jeunes – appartenance à une bande, intrusion dans un établissement scolaire sanctionnées par des peines de prison – sous couvert de combattre le «recours à la violence» ou «à l'intimidation». Et c'est dans la suite de cette annonce d'une politique encore plus sécuritaire qu'il a évoqué la Guadeloupe et la «violence» et «l'intimidation» qui y auraient été utilisées. Comme il a pris pour cible aussi – et ce n'est pas un hasard – «les anticapitalistes», «ceux qui veulent le détruire [le capitalisme] et qui, en même temps, ne nous y trompons pas, détruiront la liberté».

Galia Trépère

et aussi

PRIMES EN SÉRIE. 320 000 euros de stock-options pour quatre dirigeants de la Société générale – 1,7 milliard prêté par l'Etat. 3,2 millions d'euros de parachute doré pour le patron de Valeo – 1600 licenciements. Des primes dans une filiale du Crédit agricole – 3 milliards prêtés avec nos impôts. 90 millions de primes pour les traders de Natixis – 2,3 milliards de déficit et 1 400 suppressions de postes envisagées. Cherchez l'erreur. Pourtant, «l'autorégulation peut apporter beaucoup» (Laurence Parisot) et, pour Eric Woerth, le ministre du Budget, il n'est «pas raisonnable» de plafonner les revenus des dirigeants. Pas d'inquiétude donc, les patrons échapperont à un débat parlementaire où les scandaleux écarts de rémunération dans leurs entreprises auraient pu être soulevés. Et puis, surtout, ils continueront à accaparer tout ce qu'ils veulent et à licencier en même temps.

INJUSTICE D'EXCEPTION. Colonna coupable! Forcément coupable! Condamné à la perpétuité, avec 22 ans de «sûreté». Ainsi en a décidé la Cour spéciale de Paris. Ce verdict n'est que l'épilogue sans surprise

d'un procès qui n'aura été qu'une longue mascarade: sa seule fonction consistait à condamner un «coupable» désigné d'avance, et par Nicolas Sarkozy lui-même, au moment de son arrestation. Alors, forcément, l'accusation et la Cour très spéciale n'ont pas lésiné sur les moyens. Dissimulation de preuves, faux procès-verbaux, intimidations de témoins, modifications de témoignages, pressions gouvernementales pour refuser la reconstitution, injonction faite à Yvan Colonna par les avocats de la partie civile de «prouver son innocence»: autant de procédés abondamment utilisés lors des procès de première instance et d'appel. Ils n'ont rien à voir avec la justice! Mais la présomption d'innocence, la garantie des droits de la défense et l'indépendance de la justice n'ont évidemment plus cours quand il s'agit de la «raison d'Etat».

APRÈS LES PAILLETES, LE STRASS. Les assises de la prostitution se sont tenues à Paris, vendredi 20 mars. A cette occasion, la création du Syndicat du travail sexuel (Strass), premier syndicat du genre, a été annoncée, mais les lois sur le proxénétisme rendent illégale toute



organisation de prostituées, à cause de la perception de cotisations et l'anonymat des militants. Les statuts de ce syndicat d'environ 200 adhérents ne sont pas encore parus. On peut néanmoins supposer qu'ils remettront en débat la réglementation de la prostitution.



et aussi

EXTRAITS D'APPELS SUIVANT LE 19 MARS.
RENNES: «Après le 19 mars, amplifions la mobilisation! Nous devons passer à la vitesse

FAUT QUE ÇA BOUGE

LES MANIFESTANTS
 FONT RÉPUBLIQUE
 NATION...

ET LES
 SYNDICATS
 DU SURPLACE!!!



supérieure [...]. On ne peut laisser le mois d'avril sans maintenir la pression.» (joindre : http://syndicalistes35.infos.st).

LE HAVRE, motion de l'union locale de la CGT: «Pour gagner, un mouvement d'ampleur doit se mettre en place [...]. Comme en Guadeloupe, nous exigeons une augmentation uniforme de 200 euros pour tous [...]. Il faut que la CGT annonce son intention de bloquer le pays par une grève générale reconductible, si possible dans l'unité jusqu'à satisfaction de nos revendications.»

HAUTE-LOIRE (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, Solidaires, Unsa): «La perspective de la grève jusqu'à satisfaction doit être à l'ordre du jour au plus tôt [...]. Nous demandons à nos organisations syndicales nationales de donner ces perspectives pour gagner.»

CGT RADIO-TÉLÉ: «La grève générale ne se décrète pas», entendons-nous souvent. C'est juste, mais ça ne tombe pas du ciel non plus! [...] Il faut que la CGT annonce son intention d'organiser rapidement une grève générale dans l'unité jusqu'à satisfaction.»

«Historiquement» pas à la hauteur!

Après les succès des journées de grève et de manifestations des 29 janvier et 19 mars, les huit directions syndicales invitent les salariés, les retraités, la jeunesse, à défilé dans l'unité le 1^{er} Mai prochain. La seule bonne nouvelle, c'est que, pour une fois, l'ensemble des organisations syndicales manifesteront ensemble. Mais pour quoi faire? Sur quelles revendications? Le 1^{er} Mai sera une nouvelle journée de mobilisation pour la défense de l'emploi, l'augmentation des salaires et la défense des services publics. Qui ne peut pas se reconnaître dans de telles revendications générales? L'unité avancée aujourd'hui comme une victoire pour faire reculer le gouvernement apparaît comme une fin en soi. Elle ne repose sur aucune plateforme revendicative précise qui permettrait de la transformer en outil pour une grève générale interprofessionnelle, seule capable de faire reculer le gouvernement.

UNIVERSITÉS VAGUE DE FOND

Le mouvement dans l'enseignement supérieur ne désarme pas et appelle à une nouvelle journée nationale le 2 avril.

APRÈS plus de deux mois de mobilisation et bientôt dix journées de manifestations nationales, la mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche, pour faire échec aux contre-réformes, aux suppressions d'emplois et au démantèlement des organismes de recherche, n'est pas prête de s'arrêter.

Même si, par endroits, les cours reprennent petit à petit, de nouvelles formes de lutte émergent un peu partout. La «ronde infinie des obstinés», marche permanente en cercle, sur la place de l'Hôtel-de-Ville à Paris, qui a débuté le 23 mars, en est un des symboles. Après deux mois, face à la répression et à la surdité du ministère, la détermination semble intacte. Le déroulement de la journée du jeudi 26 mars en est un exemple. Dès 8 heures du matin, le siège du CNRS a été envahi par plusieurs centaines de chercheurs s'opposant à la tenue du conseil d'administration qui doit voter le budget de l'organisme et valider les suppressions de postes prévues pour 2009. Face au mépris de la direction du CNRS, les manifestants décident alors d'occuper les lieux et seront évacués par la force à 22h. Pendant ce temps, les étudiants des facs parisiennes se retrouvent pour une manifestation improvisée dans le centre de Paris. Il n'aura pas fallu plus de deux heures pour que la police les charge violemment et disperse leur cortège. Non loin de là, une assemblée générale se tient à la Sorbonne. C'est au tour des enseignants et du personnel de voter l'occupation des lieux, vite soutenus par un rassemblement devant le bâtiment. Encore une fois, les CRS chargent et évacuent la Sorbonne, vers 19h.

Les maigres «concessions» accordées par Valérie Pécresse et Xavier Darcos n'ont bluffé que quelques présidents d'université (la réforme de la formation des enseignants, qui supprime l'année d'IUFM actuellement rémunérée, ne sera que transitoire en 2009-2010 pour être définitive en 2010-2011). Les revendications deviennent de plus en plus politiques. Si la mobilisation s'est attaquée initialement à ses décrets d'application, c'est maintenant la loi LRU dans son ensemble qui est contestée. C'est même, plus largement, la politique de Sarkozy et de son gouvernement et son mépris pour l'éducation et les services publics qui sont au centre des discussions. C'est pourquoi la coordination nationale des universités appelle, le 2 avril, à une nouvelle manifestation nationale «de la maternelle à l'université». La convergence des luttes dans l'éducation est essentielle pour infliger une défaite à Pécresse, Darcos et Sarkozy et continuer d'affirmer que l'éducation n'est pas une entreprise et que le savoir n'est pas une marchandise.

Quentin Glorieux



Rouen, le 19 mars 2009. (ESSA KAMINO)

APRÈS LE 19 MARS DISCUSSIONS ANIMÉES

Après le succès de la grève du 19 mars, de nombreuses structures syndicales refusent d'en rester là.

Une enquête BVA montre que 59% de la population souhaitait «poursuivre» le mouvement, dont 22% sous la forme d'un «mouvement durable et continu de grèves au plan national» et ce souhait s'exprime aussi chez les syndiqués. C'est dans la CGT que les critiques sont les plus visibles, parce que c'est elle qui détient les clés interprofessionnelles des mobilisations dans le pôle unitaire des huit organisations syndicales qui ont appelé aux journées d'action (CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA et CGC). La CGT ne semblait pas hostile aux propositions venant de la FSU et de Solidaires, le 20 mars, pour de nouvelles actions (les samedis notamment), mais ne s'est pas engagée.

Depuis, la confédération a reçu de nombreuses prises de positions de syndicats (Air France Orly, Radio-télé, Michelin, etc.), d'instances locales (Le Havre, Roanne, Dax, etc.), de fédérations, parfois publiques, parfois de simples courriers internes. La CGT convoque cette semaine une réunion extraordinaire de son Comité confédéral national (CCN). Dans plusieurs fédérations de la fonction publique, le débat a lieu dans les équipes nationales CGT, et la même discussion se mène dans FSU, Solidaires, voire FO, mais sans déboucher à ce stade sur des décisions d'actions, jugées risquées en dehors d'une dimension interprofessionnelle. En Haute-Loire, une motion départementale unitaire des «huit» appuie «la perspective de la grève jusqu'à satisfaction».

Mais le débat prend aussi une forme horizontale en réseaux, comme à Rennes, où le rassemblement militant CGT, Solidaires, FO, FSU, Unef, constitué au cours de l'été 2008, lance un nouvel appel à «amplifier la mobilisation, sans attendre». De même, à Marseille, avec la mise en place d'un «collectif syndical 13» autour de syndicalistes CGT, FSU et Solidaires. Souvent, ces prises de position font référence à la lutte des Antilles. Ce qui ne signifie pas qu'elle doive être copiée mécaniquement, mais qu'elle trace un objectif : un mouvement puissant, reconductible, à la hauteur nécessaire contre Sarkozy. L'intersyndicale nationale, sans trancher, avait évoqué des mobilisations régionales pour l'emploi. Annick Coupé (Solidaires) précise cette idée par la possibi-

lité de samedis anti-crise, tout le mois d'avril (à cause du problème des vacances scolaires). Si aucune coordination des entreprises menacées n'est tentée, le risque existe de les laisser isolées, chacune avec son rapport de force local (Continental, Sony, etc.), et de ne pas construire des repères communs. Faut-il par exemple exiger des primes, des droits nouveaux ou vraiment interdire les licenciements? Au Havre, l'appel à l'action ne s'adresse pas qu'aux directions. L'UL CGT (dont l'appel a circulé dans toutes les UL CGT de France) a décidé après une assemblée où participaient 45 entreprises de la ville, d'appeler à une mobilisation locale, le 9 avril.

Dominique Mezzi



Paris, le 19 mars. Dans le cortège étudiant. (MILLO)

DEPUIS septembre 2008, la liste s'allonge : plans de licenciements, fermetures d'entreprises (Sony, Caterpillar, Amora...). Les 1200 salariés de Continental à Clairoix (Oise), jetés à la rue un an après avoir accepté de revenir aux 40 heures par semaine, sont le symbole de la violence avec laquelle le patronat applique la loi du profit: pas assez rentable! De grands groupes industriels, comme PSA, Renault, Arcelor, Sanofi, ou bancaires, comme la Caisse d'épargne, surfent sur la crise en supprimant des emplois tout en maintenant de juteux profits. Mais la poussée des licenciements peut aussi être plus silencieuse, comme en témoignent les chiffres: 80000 nouveaux inscrits à l'ANPE en février, après 90000 en janvier. Les fins de CDD, de contrats en intérim en fournissent une bonne part. Des centaines de milliers de familles se retrouvent dans une précarité extrême.

Les licenciements sont des choix conscients du patronat, qui considère les salariés comme une variable d'ajustement pour maintenir ses profits. Il est temps de remettre les choses à l'endroit et d'imposer le droit à un emploi stable comme un droit social fondamental, au même titre que celui à la santé, au logement, à l'éducation. Il est temps, comme ce fut le cas en 2001 autour des Lu-Danone, d'arriver à coordonner les réactions aux licenciements, afin de reprendre l'offensive, d'exiger l'interdiction des licenciements, d'enlever ce droit exorbitant au patronat et de garantir une vie décente à toutes et à tous.

L'INTERDICTI des licen

Avec 80000 chômeurs de plus au mois de février, la crise économique se transforme en crise sociale à une vitesse fulgurante. Une mesure d'urgence s'impose: l'interdiction totale des licenciements.



1 FAIRE PAYER LES PROFITEURS

2 APPLIQUER LE DROIT À L'EMPLOI

3 «RESPONSABILISER» LE PATRONAT

Avant la crise de ces derniers mois, le patronat multipliait déjà les plans de licenciements pour accroître ses marges. Un investissement industriel devait rapporter plus que la spéculation boursière pour satisfaire les actionnaires – soit un retour sur investissement supérieur à 10%. Ces dernières années, cette course effrénée au profit a amené à utiliser les gains de productivité, non pas pour soulager les salariés et diminuer leur temps de travail, mais pour rémunérer les actionnaires. Les milliers de milliards qui circulent chaque jour viennent de cette richesse confisquée à ceux et celles qui la produisent. La crise de ces derniers mois trouve sa racine dans ce système, où un conseil d'administration préfère placer les bénéfices dans des coups de Bourse hasardeux plutôt que de s'en servir pour développer l'investissement et l'emploi et, bien sûr, payer correctement les salariés.

Dans ce système, il est «normal» que PSA et Renault suppriment chacun des milliers d'emplois en France, pour rémunérer grassement leurs actionnaires et leurs dirigeants. Si Arcelor supprime 7% de ses effectifs en 2009, le groupe distribue 1,5 milliard d'euros à ses actionnaires... Les licenciements, le chômage massif sont le pendant d'une répartition des richesses faite dans le seul intérêt des capitalistes.

A une échelle globale, les licenciements et les suppressions d'emplois sont bien dus à des choix de rentabilisation, les actionnaires se dirigeant sans cesse vers le secteur le plus profitable, indépendamment – évidemment – des besoins de la population. En généralisant le système boursier, le capitalisme a rendu précaire toute production, toute entreprise, faisant dépendre leurs existences de leurs taux de rentabilité financière et de leurs cours en Bourse. C'est à cette logique qu'il faut mettre un terme, en imposant d'abord le droit de tout un chacun d'avoir un emploi stable et bien rémunéré, en enlevant au patronat son pouvoir exorbitant. Les employeurs ne doivent pas avoir le droit de décider de nos vies, de notre avenir.

La Constitution réaffirme son soutien à un principe énoncé dans le préambule de la Constitution de 1946: «Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi.» Ce droit reste lettre morte, car il passe après «la liberté d'entreprendre». Le Medef et sa présidente, Laurence Parisot, s'insurgent dès que l'on parle de remettre en cause le pouvoir absolu des patrons dans l'entreprise. Mais il n'est pas acceptable que la vie des salariés dépende du cours des actions et du bon vouloir d'une poignée de gros actionnaires et de patrons, de choix économiques dont ils ne sont pas responsables. Le droit à l'emploi doit devenir une réalité. Puisque ce sont les capitalistes qui monopolisent la possession des entreprises et des richesses produites, obligeant les travailleurs à louer leur force de travail, ces mêmes patrons doivent supporter la conséquence de cette situation et garantir les contrats de travail.

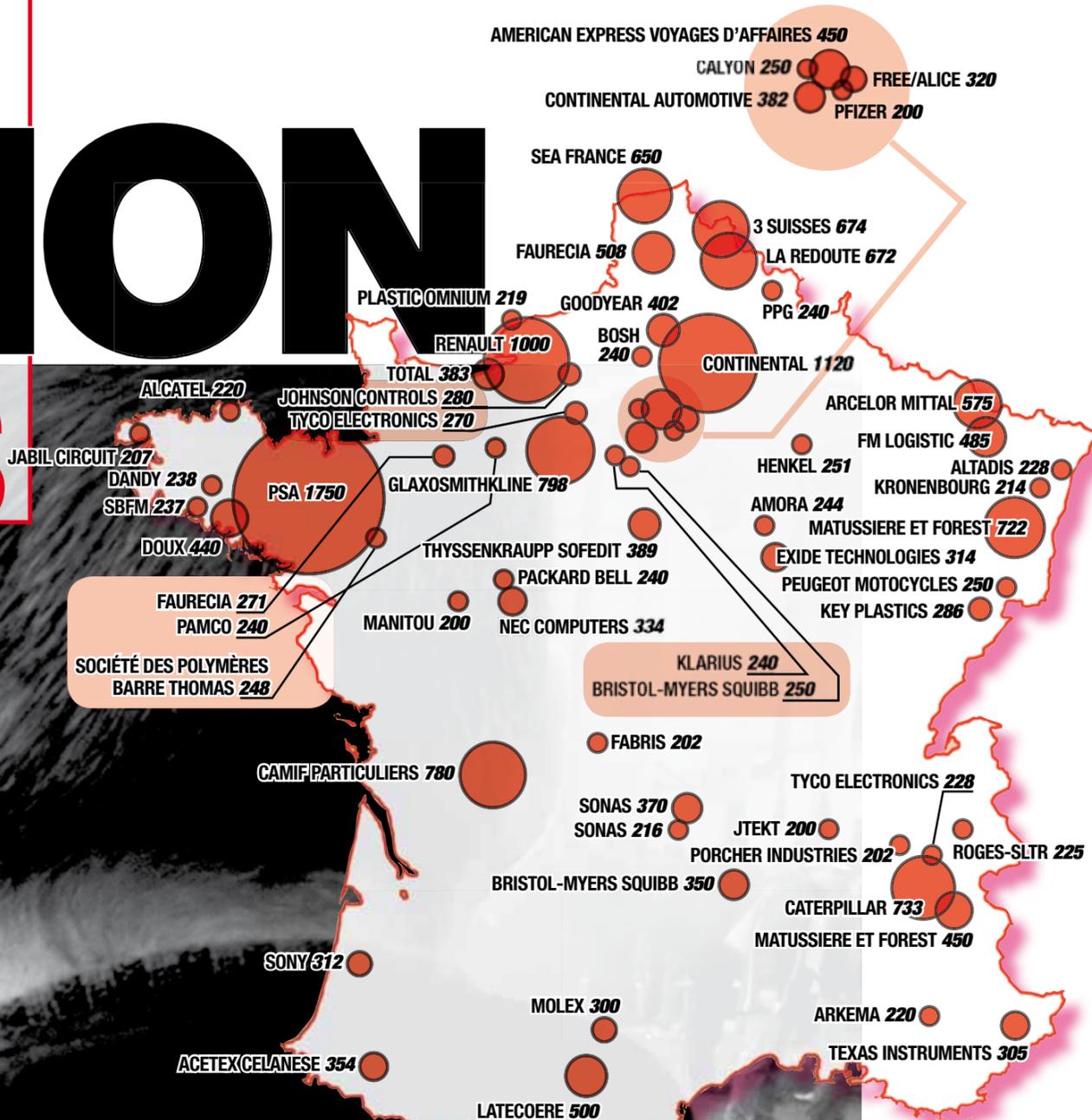
Les emplois doivent cesser d'être une variable d'ajustement pour le maintien des profits financiers. Le statut des salariés des entreprises privées doit être totalement refondé. Le droit de licenciement doit être supprimé. En cas de diminution de la production, le temps de travail doit être réduit sans perte de salaire; en cas de modification de la production, l'entreprise, le groupe, la branche doivent être responsables de la continuation d'emploi du salarié, en assurant son salaire, la poursuite de sa carrière et de sa formation. Ces droits existent en partie pour les salariés du secteur public. Ils doivent être étendus au privé.

Il faut reporter la responsabilité totale d'une suppression de poste du salarié, aujourd'hui coupable de perdre son emploi, sur le patronat, qui se décharge de ses responsabilités. Un fonds de financement mutualisé, financé par le patronat, doit, dans tous les cas, permettre le maintien des salaires par-delà les aléas de telle ou telle entreprise. Les droits actuels des comités d'entreprise, les divers recours, les plans de sauvegarde de l'emploi ne sont que des remèdes qui n'attaquent pas le droit des patrons. De même, quand un emploi est supprimé dans une maison mère de l'automobile ou de l'aéronautique, par exemple, de nombreux autres sont supprimés silencieusement dans les filiales et la sous-traitance. Il faut instaurer une responsabilité pleine et entière des emplois du secteur par les donneurs d'ordre, par l'entité patronale collective.

Clairoix (Oise), le 17 mars. Rassemblement des travailleurs licenciés de Continental. (JMB)

DICTION

ciements



LES PRINCIPALES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS EN FRANCE

4 GARANTIR LE CONTRAT DE TRAVAIL

De même, le droit à l'emploi exige évidemment que soit mis fin aux contrats précaires (CDD et intérim), qui ne servent qu'à ajuster au plus près les effectifs, à la semaine, voire au jour, afin de garantir le maximum de profits. Les « réformes » toujours tentées contre le contrat de travail visent à précariser tous les contrats. C'est en sens inverse qu'il faut aller, en imposant un seul contrat, le CDI, assorti dans chaque branche des meilleurs accords collectifs d'entreprise étendus à toute la branche.

De même, le patronat a usé et abusé, ces dernières années, des licenciements individuels pour contourner les obligations liées aux licenciements économiques, mais aussi pour maintenir un pouvoir hiérarchique et disciplinaire d'un autre temps. Les licenciements individuels sont deux fois et demi plus nombreux que les licenciements économiques. Ils sont aussi un mode de régulation patronal des emplois. Il est inacceptable qu'un salarié soit licencié pour insuffisance professionnelle ou parce qu'il est usé par des dizaines d'années de travail. Il est également inacceptable que les patrons se fassent eux-mêmes justice en gardant le droit du licenciement pour faute, en accusant, instruisant, sanctionnant et exécutant eux-mêmes la faute. Il est de même inacceptable qu'un salarié sanctionné par la justice subisse une double peine en perdant son emploi.

5 REDÉFINIR LES PRODUCTIONS SANS LÉSER LES SALARIÉS

Exiger le droit à l'emploi, l'interdiction des licenciements, ne veut pas dire défendre toutes les productions ou bloquer les évolutions technologiques. Il existe des productions nuisibles, qui ne correspondent à aucun besoin social (l'armement, par exemple), ainsi que des productions dangereuses créant des risques industriels. Mais ni les salariés, ni les collectivités de travail ne doivent faire les frais de ces changements. Interdire les licenciements, garantir le maintien des emplois financés par le patronat, peut au contraire permettre d'envisager sereinement des modifications de production correspondant aux intérêts des salariés, à leur santé et à celle des riverains. Pour cela, il faut que les salariés et la population aient le droit de contester les choix de l'entreprise. Il faut pouvoir faire des choix différents de ceux de l'employeur, avec un droit de veto des comités d'entreprise sur les décisions économiques et sociales.

Quant au gouvernement, qui fait semblant de fustiger les patrons licenciés, il s'apprête, cette année encore, à supprimer des dizaines de milliers d'emplois utiles dans l'éducation, la santé, les services administratifs de proximité, etc. Il faut créer des millions d'emplois pour répondre à ces besoins sociaux et donner du travail à tous

6 C'EST POSSIBLE

Tout est une question de rapport de forces. Dans les années 1970, les salariés victimes d'un licenciement économique touchaient 90% de leur salaire pendant un an. Jusqu'en 1987, l'Etat devait donner son autorisation pour les licenciements économiques collectifs. Il y a quelques années encore, la loi ne reconnaissait le licenciement économique que si l'entreprise était réellement en difficulté financière. Dans les vingt dernières années, c'est le patronat qui a mené l'offensive, récupérant 10% du PIB à son profit et poussant toutes les lois à son avantage. Aujourd'hui, la crise montre l'injustice, le caractère de classe d'un système qui ne protège que les possédants. Imposer l'interdiction est possible, comme les salariés ont imposé la journée de huit heures, les 40 heures, les congés payés, l'interdiction du travail des enfants. Le patronat n'accepte que les réformes que l'on lui impose. La plupart des droits obtenus par les salariés, mais aussi les droits des femmes, l'ont été par l'action collective. Imposer l'interdiction des licenciements, c'est imposer le droit à l'emploi, à la reconnaissance d'un droit social, c'est enfoncer un coin décisif dans la propriété privée des moyens de production, dans le pouvoir du patronat. Ils se sont assez gavés en profitant de notre travail et de lois d'injustice sociale. C'est le moment d'inverser la vapeur. La colère des Continental, des Sony, des Caterpillar ne doit pas rester isolée et sans issue. La Guadeloupe nous montre ce que l'on peut faire quand on est unis et déterminés.



RWANDA SE SOUVENIR, FAIRE JUSTICE

Il y a quinze ans, les Tutsis étaient massacrés au Rwanda. Le pouvoir français a été complice de ce génocide.

KIGALI, 6 avril 1994, 20h25. L'avion présidentiel rwandais est abattu et les présidents du Rwanda et du Burundi sont tués. Un quart d'heure plus tard, des barrages à tous les carrefours filtrent les Tutsis (la mention figure sur les cartes d'identité) et les exécutent sur place. En quelques mois, plus d'un million de personnes seront exterminées.

C'est la riposte d'un régime aux abois gouvernant déjà depuis un certain temps par la terreur. Des massacres ont lieu dès octobre 1990, début 1991, en mars, août et décembre 1992, en février et octobre 1993. Les survivants trouvent refuge au Burundi et en Ouganda où ils rejoignent la génération précédemment réfugiée après les répressions de 1959 et 1963 ainsi que le Front patriotique rwandais (FPR). Ils tenteront à plusieurs reprises de reprendre pied au Rwanda. En octobre 1990, le bras armé du FPR lance, depuis l'Ouganda, une grande offensive au nord-est du Rwanda. Une fausse attaque de la capitale Kigali mise en scène par le commandement rwandais sert de prétexte à François Mitterrand pour soutenir militairement les Forces armées rwandaises (FAR). Appuyés par des Belges et des Zaïrois, ils leur épargneront par deux fois la déroute (opération No-roi). Confronté à une opposition intérieure de plus en plus forte, contraint par l'ONU de démocratiser son régime et de négocier avec le FPR, le président du Rwanda, Habyarimana, déclenche, chaque fois que la négociation est inévitable, un cycle infernal: massacres de Tutsi, offensive du FPR, représailles. Il signe les accords de cessez-le-feu d'Arusha tout en appelant au meurtre en utilisant la radio RTLM et le bimensuel Kangura.

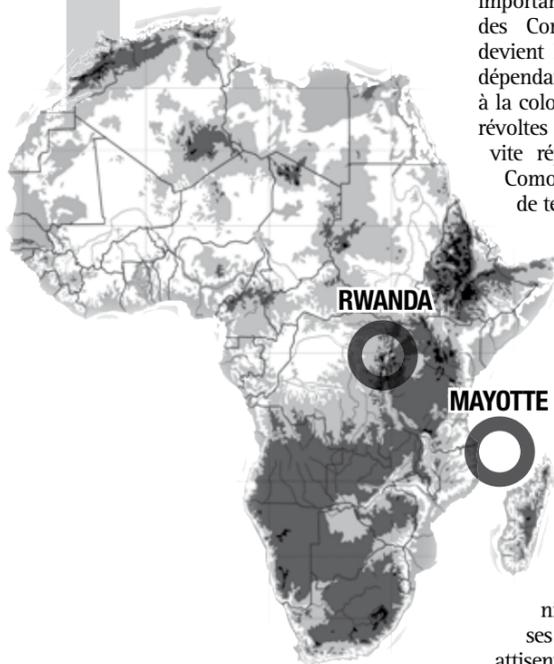
Paris maintient ses forces armées au Rwanda en dépit des accords d'Arusha. De 1990 à 1994, la France va mener sa «guerre secrète». Formation de la garde présidentielle, de miliciens, d'escadrons de la mort, fourniture d'armes, incitation à la constitution de la mouvance Hutu Power, direction de fait de l'état-major, les Français sont aux commandes. Pendant le génocide, la guerre continue. Des officiels du gouvernement génocidaire sont reçus à l'Élysée, en avril 1994, l'armée française organise le trafic d'armes et, après la déroute de ses alliés, exfiltre des responsables de haut rang et protège la fuite des tueurs au Zaïre pour préparer la revanche. Le Rwanda, structuré depuis l'indépendance (quadrillage administratif et territorial jusqu'au pâté de maisons, surveillance de la population) par des officiers belges formés à l'école française, a également servi de laboratoire pour le perfectionnement d'une doctrine militaire reposant sur les hiérarchies parallèles, les milices et la guerre psychologique. Appliquée à un pays acquis, après un siècle de propagande coloniale, à la fable raciale des étrangers venus du Nord (les Tutsis) pour dominer les autochtones (les Hutus), la guerre franco-rwandaise contre l'«ennemi intérieur» l'aura engloutie dans l'épouvante.

Joëlle Steinbak



En organisant un référendum pour la départementalisation de Mayotte, la France continue à bafouer le droit à l'indépendance de l'archipel des Comores.

MAYOTTE CHARCUTAGE COLONIAL



En 1841, la France place les îles de Mayotte, qui font partie géographiquement de l'archipel des Comores, sous son «protectorat» et récupère ainsi un port stratégique important. En 1892, l'ensemble des Comores, dont Mayotte, devient la colonie «Mayotte et dépendances» qui sera rattachée à la colonie de Madagascar. Les révoltes de 1915 et 1940 seront vite réprimées. En 1958, les Comores accèdent au statut de territoire d'outre-mer.

Face à la volonté d'indépendance qui s'exprime de plus en plus fort, le gouvernement français organise un référendum et s'engage à respecter l'intégrité territoriale de l'archipel des Comores, conformément au droit international qui impose le respect des frontières issues de la colonisation. En même temps, ses représentants sur place attisent les contradictions en-

tre les îles. Le 22 décembre 1974, 96% des Comoriens choisissent l'indépendance mais, à Mayotte, 64% y sont opposés. Le gouvernement revient alors sur ses engagements et les Comores, qui proclament leur indépendance en 1975, sont amputées, de fait, d'une partie de leur territoire. Malgré les condamnations répétées de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine, l'impérialisme français, sous des statuts divers, intègre de plus en plus Mayotte dans le cadre de la République française tout en menant une double politique. A Mayotte, où il maintient un niveau de vie supérieur aux autres îles, mais nettement inférieur à celui de la Réunion, il développe l'idée que seule la départementalisation peut permettre à l'île de rattraper son retard. Sur les autres îles, il provoque l'instabilité par de multiples coups d'Etat, en développant la corruption, en encourageant les menées séparatistes qui aboutissent à un pouvoir fédéral faible. Avec le «franc comorien», rattaché à l'euro, il interdit tout commerce avec les pays de la région.

Depuis 1995, le «visa Balladur» empêche les Comoriens de circuler librement entre Mayotte et les autres îles de l'archipel, séparant les familles, multipliant les expulsions illégales (13 000 en 2008) et les centres de rétention indignes. La marine française pourchasse les bateaux de ces «clandestins», qui ne franchissent pourtant aucune frontière. C'est que Mayotte constitue une base militaire, un poste de surveillance important pour l'impérialisme français à l'entrée du canal du Mozambique, entre Madagascar et l'Afrique, par où transite une grande partie du pétrole mondial. Ce que demande le peuple comorien c'est bien sûr le respect par la France de la légalité internationale par l'annulation du référendum et du «visa Balladur» mais c'est aussi la reconnaissance de l'intégrité territoriale des Comores. Et pour cela il réclame non pas le retour pur et simple, du jour au lendemain, de Mayotte dans l'Union des Comores, mais l'ouverture de véritables négociations sous l'arbitrage d'instances internationales.

Alain Castan

et aussi

ALLEMAGNE. Samedi 28 mars, 30 000 personnes à Berlin et 25 000 à Francfort ont manifesté à l'appel d'un large regroupement d'organisations de la gauche sociale, syndicale, altermondialiste et politique, dont Attac, les Verts ou Die Linke (crédité de 13% aux élections générales de septembre). C'est la plus grosse manifestation en Allemagne depuis le début de la crise. Au centre des exigences, un impôt spécial pour les millionnaires, la suppression des mesures qui étranglent les précaires et les chômeurs – comment vivre avec 345 euros par mois? – adoptés du temps du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, en particulier Hartz IV. Selon le dirigeant de la gauche du grand syndicat des services publics Verdi, Bernd Riexinger, «il faut, en Allemagne aussi, préparer une grève générale». Le courant anticapitaliste, dans et surtout hors de Die Linke, fait campagne sur trois revendications: 10 euros de salaire horaire minimum, 30 heures de travail hebdo, 500 euros de revenu minimum.

POLOGNE. 3 000 syndicalistes – principalement mineurs et sidérurgistes de Silésie, mais aussi travailleurs des chantiers navals, des usines d'armement, des hypermarchés et des services de secours médical – sont venus manifester à Varsovie, le 26 mars, devant le ministère de l'Économie et celui de la Santé. «Nous n'allons pas payer pour votre crise», «Non au gel des salaires», «Non à la privatisation sauvage des secours médicaux» – tels étaient certains des mots d'ordre, scandés au milieu de pneus enflammés, pétards et fumigènes. Les mineurs lançaient «Voleurs! Voleurs!» à l'adresse des dirigeants de la Compagnie minière, la plus grande d'Europe avec 65 000 salariés, qui ont augmenté leurs salaires de 7%, et ne proposent que 1% aux mineurs qui réclament 8 à 12%. Par référendum, organisé par le comité de grève auquel participent les treize syndicats des houillères, 92% des mineurs ont voté une grève générale de 24 heures pour le 7 avril. «Un printemps des peuples approche, qui balayera ce gouvernement, qui, au lieu de lutter contre la crise, lutte contre les travailleurs», a déclaré le président du syndicat Aoit 80, Boguslaw Zietek.

ESPAGNE. Dimanche 29 mars, une manifestation soutenue par l'Église catholique s'est tenue contre le projet du gouvernement de rendre l'interruption volontaire de grossesse (IVG) pleinement légale, comme dans la plupart des pays européens. Actuellement, l'avortement est interdit, sauf en cas de viol, malformation de l'enfant ou danger pour la vie de la mère. N'oublions pas que, fin 2007, la garde civile espagnole avait mené des perquisitions dans quatre cliniques de Barcelone, soupçonnées de pratiquer des avortements illégaux. A la suite de ces actions, une trentaine de cliniques espagnoles avaient entamé, le 8 janvier 2008, une grève de cinq jours pour dénoncer la pression exercée sur ces centres médicaux. Aujourd'hui, seuls 2% des avortements en Espagne sont pratiqués dans des établissements publics, où de nombreux médecins opposent l'«objection de conscience» ou craignent des poursuites judiciaires. Le droit à l'avortement n'est pas encore acquis...



CINEMA

LA FILLE DU RER/André Téchiné

C'est avant tout des gens en mal de vivre que cherche à mettre en avant André Téchiné. Le fait-divers dont il s'inspire n'est là que pour donner du relief aux protagonistes. Son choix n'est pourtant pas anodin, et quelques répliques bien politiques sont là pour le rappeler. A l'origine, l'histoire vraie d'une jeune fille un peu paumée, qui s'invente une agression antisémite dans le RER. Dès le lendemain, l'affaire suscite un emballement extraordinaire. Et puis l'on découvre, trois jours plus tard, en plein délire médiatique, qu'elle a tout inventé. De la genèse de sa folle idée à ses conséquences démesurées, les vrais responsables sont ici clairement identifiés : des médias paranoïaques dès qu'il s'agit d'antisémitisme et qui mettent en scène le moindre fait-divers capable d'émouvoir, largement relayés en cela par les politiques. Et même si le propos se veut secondaire, Téchiné a bien fait passer le message.

Aurélien Smirnoff



MUSIQUE

THE WAY I SEE IT/Raphael Saadiq/SONY/BMG

Au moment où nous fêtons les 50 ans de la Motown, le mythique label de Marvin Gaye, Diana Ross ou encore des Four Tops, le plus bel hommage lui est rendu par un certain Raphael Saadiq, né en 1966, l'année où The Isley Brothers cartonnaient avec This Old Heart of Mine. Déjà reconnu comme l'une des figures les plus crédibles de la scène dite « nu-soul », notre homme a sorti son plus beau costume sixties pour venir défendre l'esprit et la lettre d'une époque bénie, où les Afro-Américains croyaient encore que la joie de vivre et d'aimer pouvait changer le monde en le faisant danser. Quand la nostalgie regarde vers l'avenir, le son est toujours bon.

King Martov



POLARS

CHAMBRE NUMÉRO 10/Ake Edwardson/10/18, 8,60 EUROS

Erik Winter est un drôle de commissaire. D'abord, il écoute John Coltrane avec une prédilection pour *A love supreme*, ce qui n'est pas commun; ensuite, il travaille sur la structure de la société, à la fois sociologiquement et psychologiquement: il essaie de comprendre les mécanismes qui conduisent aux meurtres. Ici, pour sa sixième enquête, *Chambre numéro 10*, c'est à un travail de mémoire qu'il nous convie. Dix-huit ans auparavant, dans cette même chambre, un meurtre avait été commis. Pourquoi ces meurtres de nouveau? Que s'est-il passé? Comment comprendre le présent par le passé? Le background de ce roman, les déstructurations de la société suédoise en dix-huit ans, font voler en éclats toutes les images d'Epinal véhiculées par les dirigeants politiques sur ce prétendu « modèle ».

Nicolas Bénies



BD

QUAND SOUFFLE LE VENT/Galandon, Boni/DARGAUD, 14,5 EUROS.

Dans le nord de la France, au début du ^{XX}e siècle, des Tsiganes arrivent près d'une exploitation minière. Dans le village, la plupart des hommes travaillent à la mine. Ils regardent avec méfiance l'arrivée des caravanes. L'heure est à la grève, et le maire accepte l'installation des Tsiganes, le patron de la mine comptant bien les utiliser comme « jaunes » et les faire descendre à la mine à la place des grévistes. C'est sans compter avec l'histoire d'amour naissante entre un jeune mineur et une Tsigane, qui permet à un passé douloureux de remonter à la surface. Une histoire à la fois sociale et fantastique, qui mêle avec grand succès monde de la mine et monde du voyage. Quand les sédentaires exploités et les voyageurs rejetés se révèlent finalement avoir des intérêts communs...

Sylvain Pattieu



otan-strasbourg.dna.fr

A l'occasion du sommet et du contre-sommet de l'Otan, cette semaine à Strasbourg, les Dernières Nouvelles d'Alsace proposent un site d'informations générales et pratiques. On peut y lire en particulier la description de l'état de siège que subit la ville depuis deux semaines et comment toute personne arborant des badges pacifiques est systématiquement contrôlée. On y apprend que le plan hivernal d'ouverture des centres d'accueil pour les sans-abri a été exceptionnellement prolongé pour les maintenir en dehors du centre-ville...

areva.niger.free.fr

Sarkozy a rendu visite au président du Niger pour défendre un « partenariat stratégique » permettant à Areva d'exploiter une mine géante d'uranium. Le site du collectif Areva ne fera pas la loi au Niger donne toutes les informations sur l'exploitation des mines d'uranium par le groupe nucléaire français. Il décrit la spoliation des terres agropastorales, l'épuisement des nappes aquifères et l'état d'exception décrété dans la région d'Agadez par l'armée nigérienne, en particulier contre les Touaregs.

ogm.greenpeace.fr

Après qu'un citoyen français a déposé plainte auprès de la Cour européenne de justice, les communes ont maintenant l'obligation d'informer le public sur les lieux et l'étendue des essais OGM. Le site de Greenpeace consacré aux OGM, très bien fait et complet, donne les dernières informations sur la bataille contre la culture OGM en plein champ.

ASGER JORN UN ARTISTE RÉVOLUTIONNAIRE CONSÉQUENT

Considéré comme le plus important peintre danois du ^{XX}e siècle, fondateur du mouvement CoBrA et l'un des premiers animateurs de l'Internationale situationniste, Asger Jorn (1914-1973) n'a jamais abandonné ses positions révolutionnaires, sociales comme esthétiques.

Sans avoir toujours l'ampleur de ses créations majeures sur toile, qu'elles préparent souvent, les 100 « œuvres sur papier » visibles au Centre Pompidou ont la particularité de provenir du fonds créé par Jorn lui-même, dès 1953, pour le petit musée de Silkeborg, ville de son enfance et de son adolescence. Ensuite, avec le peu d'argent qu'il gagna pendant les vingt ans précédant sa mort, il ne cessa de l'enrichir de pièces « bon marché » – objets trouvés ou acquis à bon compte, gravures, dessins obtenus par échanges (150 artistes, dont Michaux, Alechinsky, Matta, etc.), productions personnelles aussi –, afin de permettre aux habitants de cette ville moyenne du Jutland de s'informer des récents développements de l'art européen, ou de retrouver trace des vieux arts populaires scandinaves.

Cette généreuse entreprise d'éducation populaire semble lui avoir été inspirée non seulement par ses parents instituteurs (comme il se prépara à l'être lui-même) mais par la fréquentation de Christian Christensen (1882-1960), syndicaliste révolutionnaire, principal animateur de l'extrême gauche danoise entre 1910 et 1921, date à laquelle il rejoignit le parti communiste danois, avant d'entrer dans l'oppo-

sition antistalinienne au moment des procès de Moscou. Moment où Jorn devint son ami, ou son disciple... et moment aussi où Jorn quitta tout pour venir étudier la peinture à Paris. Auprès de Kandinsky, aurait-il souhaité. Ce fut auprès de Fernand Léger, de qui il apprit beaucoup, tout en se livrant à des essais personnels d'abord inspirés de Miro et des surréalistes et, plus tard, de Dubuffet, avant d'en venir à ce qu'il dénommait l'« abstraction spontanée ».

Ce cheminement, souvent payé d'un grand dénuement matériel, que retracent cette exposition chronologique et son catalogue intéressant et de lecture aisée, les essais de Jorn traduits en français (*Discours aux pingouins et autres écrits*, 2001) en marquent nettement les dimensions révolutionnaires: « La valeur sociale d'une œuvre d'art est toujours ce que les gens voient là-dedans [...] et cela indépendamment des pressions intellectuelles et autres qui pourraient les forcer à voir ceci ou cela... » Cette exposition est une belle occasion de mettre à l'épreuve ces assertions, et peut-être même de commencer à entrevoir comment l'art pourrait être fait par tous.

Gilles Bounoure



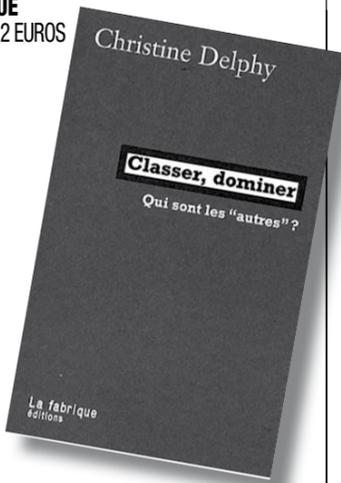
Asger Jorn, sans titre, 1937. Encre de Chine et gouache pulvérisée, Donation Jorn, Silkeborg (LARS BAY)

• Exposition « Asger Jorn: œuvres sur papier », Centre Pompidou, à Paris, jusqu'au 11 mai.



**CLASSER, DOMINER:
QUI SONT LES AUTRES?
CHRISTINE DELPHY**

LA FABRIQUE
227 PAGES, 12 EUROS



UNE certaine idéologie bien-pensante invite chacun à respecter ou tolérer l'autre, cet autre inconnu, lointain, qu'il ne faut pas forcément comprendre, seulement tolérer. Mais qui est cet autre? Et par rapport à qui est-il autre? Ce sont là les interrogations qui parcourent le dernier livre de Christine Delphy, sociologue, militante et théoricienne féministe. Dans ce recueil de contributions publiées entre 1996 et 2006 et introduit par un texte inédit, la chercheuse scrute comment les discours publics ont traité différentes catégories d'«autres», homosexuels, femmes, Arabes, Noirs... Il s'agit donc d'un texte qui traite d'une actualité récente, tant française qu'internationale. Entre une analyse de la destruction du droit à Guantanamo, la supposée défense des femmes afghanes par les puissances occidentales, le traitement des homosexuels en France ou la loi pour l'interdiction du voile, le trait d'union est à chercher d'une part dans la manière dont les catégories sociales peuvent être construites et manipulées, et d'autre part dans la manière avec laquelle la défense des opprimés a pu servir de paravent à des politiques discriminantes ou à des guerres. Mais au-delà, Delphy amorce une réflexion sur la façon dont les groupes dominés se constituent pour lutter contre les discriminations dont ils sont victimes, et en particulier comment les personnes dominées à différents niveaux (femmes et immigrées, par exemple) doivent articuler une lutte à deux niveaux, sans donner la priorité à l'un ou l'autre. Qu'on la suive ou non sur ses positionnements à propos de tel ou tel événement, il s'agit là d'un débat essentiel pour celles et ceux qui veulent lutter à égalité contre toutes les oppressions, pour celles et ceux qui refusent de réduire la complexité du monde à une seule domination réduisant la variété des existences sociales à un seul facteur.

Vincent Gay

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43
www.labreche.com

**LIBRE-ÉCHANGE OU PROTECTIONNISME
// LE FAUX CHOIX**

La «tentation protectionniste» dénoncent en chœur «Le Monde» (27 janvier 2009) et «Libération» (12 février 2009), tandis que «le Monde diplomatique» (mars 2009) publie un dossier intitulé «Le protectionnisme et ses ennemis». Libre-échange ou protectionnisme, telles sont les alternatives entre lesquelles nous serions obligés de choisir...

Nul doute que le dossier à charge du libre-échange est lourd. Surtout depuis qu'il est pratiqué dans les termes voulus par les gouvernements pour être imposés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC): élimination par les Etats de tous les obstacles tarifaires (les taxes ou les aides publiques) et non tarifaires (les législations et réglementations fiscales, sociales, sanitaires, environnementales, sur les marchés publics et les investissements) qui entravent la libre concurrence alors qu'aucune norme n'est imposée au secteur privé. Ce libre-échange, tel qu'il sévit depuis la création de l'OMC, réduit à néant la souveraineté des peuples soumise à l'intérêt des firmes transnationales. Ainsi est légalisé, de fait, le dumping social, fiscal et écologique. La recherche, par les firmes privées, du pays le moins disant dans ces trois domaines s'accompagne, à l'OMC, de négociations successives pour éliminer, les unes après les autres, les barrières sociales, fiscales et écologiques à la liberté d'établissement et de circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes. Ce qui, dans le

quotidien de la vie des gens, se traduit par la délocalisation des entreprises, par le démantèlement du droit du travail, par le pillage des ressources naturelles, par la destruction de la biodiversité, par la privatisation des activités de services, y compris des secteurs dont les gouvernements de droite comme ceux prétendument de gauche avaient juré qu'ils étaient intouchables: l'éducation et la santé. D'aucuns avancent que la réponse la plus appropriée à ce retour au laisser-faire, laisser passer, cette fois étendu à la planète, serait une dose de protectionnisme. Une réaction qu'on peut comprendre, dans la mesure où la liberté de choisir comment on assure sa sécurité alimentaire, comment on met en œuvre le droit à l'eau potable, à l'éducation, à la santé, au logement, à la culture, au travail, à des moyens de se déplacer, à un environnement sain, relève de la souveraineté populaire et que celle-ci est agressée et bafouée par la logique du libre-échange. Assurer la protection de la souveraineté populaire est sans conteste la plus légitime des intentions. D'autant qu'il est manifeste que la pratique du libre-échange entre pays de niveaux économiques différents constitue une forme nouvelle de colonialisme au profit exclusif, cette fois, des firmes transnationales. Mais le protectionnisme offre-t-il la garantie que les droits énumérés ci-dessus seront effectivement mis en œuvre? L'espace protégé, qu'il soit national ou européen, devient-il soudainement un espace libéré en interne des contraintes du marché et de la concurrence? La protection contre la concurrence extérieure élimine-t-elle la concurrence intérieure et sa logique destructrice? De toute façon, ne voit-on pas les deux acteurs les plus agressifs en matière de libre-échange, l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis, recourir au protectionnisme quand leurs entreprises y trouvent un intérêt? Ne soutiennent-ils pas leur agriculture industrielle à hauteur de 1 milliard de dollars par jour, avec pour conséquence qu'ils maintiennent dans la pauvreté les paysans du reste du monde? UE et USA demandent que leurs produits manufacturés et leurs produits agricoles, ainsi que leurs entreprises de services pénètrent librement les marchés du reste du monde. Mais, dans le même temps, ils sont à la pointe pour renforcer toujours davantage la législation internationale sur les droits de propriété intellectuelle, c'est-à-dire pour renforcer la protection des brevets détenus à plus de 90% par des firmes occidentales. Cette privatisation des savoirs crée une hiérarchie durable entre l'Occident et le reste du monde et, partout, entre ceux qui peuvent payer et ceux qui ne le peuvent pas. Libre-échange et protectionnisme sont les instruments d'un même système: le capitalisme qui exploite à la fois les humains et la planète. Limiter le débat sur la sortie de crise à une discussion sur la pertinence de l'un ou l'autre de ces instruments, c'est éviter la question essentielle: la remise en cause du capitalisme pour résoudre à la fois la crise sociale et la crise écologique. Ce qui doit être à l'ordre du jour, c'est: comment mettre fin à la subordination de nos vies à la loi du profit, c'est-à-dire à la logique de l'accumulation dont le libre-échange ou le protectionnisme ne sont que des moyens? Ou encore: comment passer d'un système fondé sur la valeur d'échange à un système fondé sur la valeur d'usage afin de concilier satisfaction des besoins sociaux et contraintes écologiques?

Raoul-Marc Jennar

**PRODUISONS
ET LICENÇIONS
FRANÇAIS!**



À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

et aussi

LÈSE-MAJESTÉ. Pour avoir diffusé une vidéo pirate montrant Nicolas Sarkozy au «naturel» – c'est-à-dire s'en prenant à un technicien, tutoyant les journalistes, etc. – le site indépendant d'information Rue89 (www.rue89.com) fait l'objet d'une plainte de France 3 et de l'audition policière de plusieurs de ses journalistes. Contre cette tentative d'intimidation, Rue89 a reçu le soutien de très nombreuses personnalités de la presse et de la culture. Ainsi que de responsables politiques, dont Olivier Besancenot.

FAUSSAIRES. «Jaurès aurait voté Front national»: c'est la nouvelle affiche provocatrice de Louis Aliot, secrétaire général du parti d'extrême droite. Ainsi, désormais, le révisionnisme des frontistes en perte de vitesse ne concerne plus seulement la Deuxième Guerre mondiale et la Shoah! Une provocation qui ne peut faire oublier l'opposition de Jaurès au nationalisme et à la guerre impérialiste. Ni que c'est la haine propagée par l'extrême droite qui a armé le bras de son assassin...

RADIO FRIC INTERNATIONAL. C'est ainsi que l'on pourrait rebaptiser Radio France internationale (RFI), après la révélation des rémunérations dont bénéficient ses deux dirigeants, Alain de Pouzilhac et Christine Ockrent: 310 000 euros annuels chacun. Auxquels peuvent s'ajouter 70 000 euros de part variable. Et, pour Christine Ockrent, quelques «ménages» comme une interview «exclusive» d'Ingrid Betancourt, vendue 10 000 euros à Paris-Match, ou encore l'animation de la remise du prix de la Fondation L'Oreal. «C'est illégal? Non, mais c'est indécent», ainsi que le précise un communiqué des syndicats de RFI.



Voilà un moment que la rédaction souhaitait vous faire partager: la sortie du premier numéro de *Tout est à nous!* Tiré à 9 000 exemplaires, le journal a été diffusé par les NMPP à 3 000 unités (tous les lieux de diffusion sur www.trouverlapresse.com). Toutes nos excuses aux lectrices et lecteurs qui attendaient *Tout est à nous!* le vendredi et qui l'ont eu plus tard en raison d'un petit problème de calage avec La Poste. Pour les ventes des comités NPA, les demandes d'envois sont à faire le lundi avant 16 heures à diffusion.presse@npa2009.org. Et n'oubliez pas de nous adresser toutes vos remarques et critiques à redaction@npa2009.org (Mlu)



ANTICAPITALISTE

ALISTE
009.org



De gauche à droite: Raoul-Marc Jennar (Sud-Est), Myriam Martin (Sud-Ouest), Christian N'Guyen (Centre), Christine Poupin (Nord-Ouest), Laurence Debouard (Ouest), Omar Slaouti (Ile-de-France), Yvan Zimmermann (Est).

EUROPÉENNES LA CAMPAGNE EST SUR LES RAILS

Les échéances européennes du mois de juin ne sont pas encore l'actualité brûlante pour celles et ceux qui subissent aujourd'hui les effets dévastateurs de la crise. Mais il faut se garder de considérer qu'il s'agit d'un événement sans importance.



Les élections européennes prennent pour nous un goût particulier en ce qu'elles sont la première campagne électorale du NPA, mais elles sont surtout les premières élections placées sous le signe de la crise historique que traverse le capitalisme. Elles supposent donc que nous soyons en mesure de proposer un plan anticrise, global, concret, une alternative radicale aux plans mis en place par les gouvernements qui consistent encore davantage les fauteurs

de crise, et à faire payer la crise à celles et ceux qui la subissent déjà. Car les ravages de la crise sont bien là et ils s'accroissent chaque jour un peu plus. Les élections européennes permettront de l'affirmer haut et fort, contre Sarkozy, Laurence Parisot et leurs homologues européens, en lien avec les mobilisations qui se développent en France et en Europe: pas question de payer leur crise! On ne peut ni aménager ni réguler le système, qui a causé sa propre faillite, il faut s'en débarrasser! Pour porter dans les urnes et dans la rue cette orientation politique, nous avons proposé à toutes les

forces disponibles à la gauche du PS un front politique durable, qui inclue les Européennes et les régionales. Force est de constater que cette proposition n'a pas rencontré le succès que nous souhaitons. Nous regrettons le résultat de la consultation interne des Alternatifs, qui ont voté à 41% pour une alliance avec le NPA et à 55% pour la non-participation à ces échéances électorales. Mais, au vu de ce résultat, nous ne doutons pas que des possibilités demeurent ouvertes pour l'avenir. Reste que le NPA sera présent dans les sept circonscriptions métropolitaines, avec des têtes de liste qui sont le reflet des luttes actuelles: Raoul-Marc Jennar (militant altermondialiste) dans le Sud-Est, Myriam Martin (enseignante en lycée professionnel) dans le Sud-Ouest, Christian N'Guyen (animateur des luttes pour la défense des services publics) dans le Centre, Christine Poupin (salariée de la chimie) dans le Nord-Ouest, Laurence Debouard (animatrice de la lutte de Carhaix) dans l'Ouest, Omar Slaouti (enseignant et militant des quartiers populaires) en Ile-de-France, Yvan

Zimmermann (salarié de l'automobile) dans l'Est. Les listes que ces militants et militantes conduiront, et tout le NPA avec eux, mèneront campagne pour un plan de rupture avec le capitalisme, fondé sur la répartition des richesses sous le contrôle de la population, un plan d'urgence pour une autre Europe, démocratique, sociale, écologique et pacifique, une Europe qui rompt avec les politiques européennes mises en place par l'ensemble des gouvernements de l'Union européenne, coresponsables de la crise actuelle, une Europe de la solidarité et des résistances, une Europe qui refuse toutes les oppressions et les discriminations. A l'échelle des circonscriptions électorales, les militants et militantes du NPA s'organisent. Des coordinations régionales se sont réunies pour discuter de la constitution des listes, des axes et du matériel de campagne. Le travail va maintenant se poursuivre, avec la volonté d'inviter les luttes sociales dans la campagne électorale. **Ingrid Hayes**



Le 9 mars. Myriam Duboz et Olivier Besancenot, lors de la présentation des têtes de listes aux européennes (JMB)

et aussi

CONTINENTAL DOIT RENDRE L'ARGENT PUBLIC! C'est en ce sens qu'est intervenu Denis Seel, conseiller municipal NPA à Foix (Ariège). Déjà victimes du chômage partiel, les salariés de Continental vont payer au prix fort la crise du capitalisme qui n'est pas la leur. D'ici la fin 2009, 200 emplois vont être supprimés sur les sites de Toulouse, Boussens et Foix (calculateurs de contrôle moteur). Il va être mis fin à l'intérim et la sous-traitance va être limitée. Une nouvelle qui s'ajoute aux 1 120 licenciements de l'usine de Clairoix (Oise). Or Continental a fait 1,8 milliard d'euros de bénéfices en 2008! Fin 2002, le conseil municipal de Foix, sous la présidence de Jean-Noël Fondère (PS), a accordé le bénéfice de l'exonération de la taxe professionnelle pour un projet d'extension de Siemens (racheté depuis par Continental). Mais les choses ne se sont pas arrêtées là! La communauté de communes, à laquelle la ville de

Foix avait récemment adhéré, a versé à son tour 135 000 euros! Tout ceci sans aucune garantie en contrepartie. Continental (ex-Siemens VDO) profite de la crise du capitalisme pour «se restructurer», c'est-à-dire pour licencier. Continental a menti aux élus bien naïfs et aux salariés. L'argent public doit être rendu et utilisé, par exemple, pour compléter les salaires mis à mal par le chômage partiel imposé.

GRIGNOTAGE DE FAIM DE MOIS. Chaque fin de mois depuis septembre, L'Appel et la pioche organise un pique-nique dans un supermarché, pour dénoncer les marges excessives de la grande distribution, la baisse du niveau de vie et la répartition injuste des richesses. Samedi 28 mars, l'opération s'est déroulée au magasin Leclerc de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine). Quelques militants de L'Appel et la pioche, ainsi qu'Omar Slaouti, tête de liste NPA pour les européennes en

Ile-de-France, étaient sur place en avance pour remplir les caddies de fromages, chips, légumes, bonbons et boissons. Au signal, une nappe rouge a été déposée sur une table de jardin, la musique a été lancée, et la redistribution de la grande distribution a pu commencer: «Leclerc se gave toute l'année sur votre dos, aujourd'hui c'est notre tour! Mesdames et messieurs, venez récupérer votre pouvoir d'achat! Nous exigeons 300 euros net d'augmentation de tous les revenus!» Les clients du magasin se joignent aux militants et expriment leur soutien. Les vigiles observent le spectacle sans broncher, le magasin semble avoir donné l'ordre de laisser faire. Enfin, quand la police débarque, les militants quittent le magasin sans heurts, groupés, en scandant «C'est pas à nous de payer leur crise!» Pour toute information en matière de pique-nique: contact@lappelletlapioche.org

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM
L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER
L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



MAL-LOGÉS de Saint-Denis

Le 14 février 2009, un collectif de militants de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a occupé des logements vacants de la Poste pour y installer huit familles mal logées. L'immeuble est composé de quatre appartements de fonction et d'un foyer de sept chambres pour postiers. Ils sont vacants depuis 2002 car La Poste ne veut plus loger son personnel, préférant réaliser des opérations immobilières rentables.

Quelques jours plus tard, l'occupation a été légalisée par le maire qui a pris un arrêté de réquisition du bâtiment. Cette action fait suite à d'autres mobilisations contre les expulsions et les conditions insalubres de logement à Saint-Denis. Face à des situations d'urgence, les pouvoirs

publics ne savent proposer pour l'essentiel que des places en hôtels, souvent insalubres, très chers et dans lesquels il est impossible de vivre normalement.

L'arrêté de réquisition pris par le maire montre ce que les pouvoirs publics devraient faire: l'inventaire des logements vides et leur réquisition pour répondre à la pénurie dramatique de logements. La Poste a tenté d'obtenir la suspension de l'arrêté devant le tribunal administratif ce qui lui aurait permis d'obtenir l'expulsion rapide des familles. Mais elle vient d'être déboutée et condamnée à payer les frais d'avocats. Une première victoire.



JMB

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

CYCLE COURT AVEC ESSORAGE RAPIDE

Xavier Darcos (Education, Aquitaine), Bruno Le Maire (Affaires européennes, Haute-Normandie), Roselyne Bachelot (Santé, Pays de la Loire), Alain Joyandet (Coopération et Francophonie, Franche-Comté), Hervé Novelli (PME, Centre), Valérie Pécresse (Enseignement supérieur et Recherche, Ile-de-France) avec Roger Karoutchi (Relations avec le Parlement) en second. Et peut-être aussi Brice Hortefeux (Travail, Auvergne) et Hubert Falco (Aménagement du territoire, Paca). La liste du gouvernement? Non, ce sont les têtes de liste UMP pour les élections régionales de 2010. Bien entendu, la politique n'est pas professionnalisée. Et non, le pouvoir n'est pas confisqué par une petite clique qui navigue de places en postes. Vous en doutez encore? Michel Barnier (Agriculture et Pêche) et Rachida Dati (Justice) en Ile-de-France. Mais ceux-là, c'est pour les élections européennes, alors c'est différent.

NOUVELLE DONNE SYNDICALE À LA SNCF

Les élections SNCF du 26 mars, avec les nouvelles règles de représentativité, ont fortement modifié le paysage syndical. Seules la CGT, l'Unsa, SUD Rail et la CFDT franchissent la barre de représentativité des 10%. Exit FO, la CGC et la CFTC. La CGT reste le premier syndicat (40%, - 0,8%), suivi par l'Unsa (18%, + 3,6%), puis par SUD Rail (17,7%, + 2,7%). En pointe dans la lutte de la gare Saint-Lazare en janvier 2009, SUD Rail sort ainsi conforté dans les urnes. La CFDT qui s'était alliée avec le syndicat catégoriel des conducteurs (FGAAC) fait 11,6%, soit 3% de moins que le total attendu. Elle perd plus de 7% chez les conducteurs. Le pôle syndical modéré (CFDT et l'Unsa) ne fait pas les 30% nécessaires à la signature d'accords. La responsabilité de la CGT et SUD Rail est importante, loin des querelles de boutiques, il leur appartient d'être le pôle syndical le plus dynamique pour faire échec aux attaques contre le service public ferroviaire.

LES PATRONS DE GDF-SUEZ ONT PEUR DE LA GRÈVE RECONDUCTIBLE

Trois jours de grève reconductible pour gagner près de 5% d'augmentation de salaire et une prime de 1 300 euros, c'est ce qu'ont obtenu les salariés des sites de stockage et des terminaux méthaniers de GDF-Suez. Parti de Chémery (Loir-et-Cher) à l'appel de SUD et de la CGT, le mouvement s'est rapidement développé avec l'annonce du montant des stock-options versé aux patrons de Suez et GDF. Les augmentations mirifiques des patrons ne sont pas nouvelles (75% pour Jean-François Cirelli, PDG de GDF, en deux ans). Ce qui l'est, c'est la profondeur de la colère des salariés. Les patrons l'ont vite compris et ont rapidement cédé. C'est une incontestable victoire dans un secteur qui n'a connu que des régressions sociales dans la dernière décennie. Elle donne des idées dans les autres entreprises de la branche, comme à ERDF (distribution) et à EDF. Les équipes syndicales les plus combatives dans la CGT, SUD et FO s'emploient désormais maintenant à l'extension du mouvement.

DES ACQUIS POUR LES POSTIERS DES HAUTS-DE-SEINE

Les postiers grévistes des Hauts-de-Seine ont suspendu leur grève après avoir signé un protocole loin de leurs revendications initiales mais avec quelques acquis significatifs. Ils ont obtenu, pour la majorité des bureaux mobilisés, un report à 2010 de la mise en place du projet «Facteur d'avenir» et pas de sécularité supplémentaire des tournées pour les bureaux où le projet est déjà en place. De même, la reconnaissance de la polyvalence des positions de travail a été obtenue pour onze agents qui bénéficieront d'une promotion avec rattrapage de salaire sur cinq ans, permettant l'étude d'autres cas similaires. Méfiants, ils ont mis en place un comité de mobilisation afin de veiller à la stricte application du protocole. Ils préparent maintenant une mobilisation plus massive contre «Facteur d'avenir», véritable plan social, et ont lancé un appel à toute l'Ile-de-France pour l'obtention d'une prime mensuelle de vie chère de 300 euros net.

LE CHIFFRE

80 000

C'est l'augmentation du nombre de chômeurs en février, soit un nouveau bond après la hausse record de janvier (90000). L'augmentation est de 19% en un an, 3000 chômeurs de plus chaque jour depuis janvier. L'augmentation touche en février principalement des fins de CDD et d'intérim. Le nombre des moins de 25 ans augmente deux fois plus rapidement que les autres. Et ce n'est qu'un début, car les nombreux plans sociaux en cours n'ont pas encore été comptabilisés. Le total officiel, incluant ceux qui ont une activité réduite, est maintenant de 360000 chômeurs. Mais il est encore loin de la réalité.

TAOUFIK EST DE RETOUR

Taoufik, lycéen de Malakoff habitant Montrouge (Hauts-de-Seine), a été expulsé, le 26 août, pour le Maroc. Il subissait la double peine car, condamné pour un fait mineur et n'ayant pas renouvelé son récépissé de titre de séjour, il a été embarqué à sa sortie de prison. Les professeurs et élèves de son lycée et sa famille d'accueil se sont aussitôt mobilisés, avec RESF, pour exiger son retour. Interventions à l'aéroport, trois rassemblements devant les ministères, soutien d'élus, pétitions, préavis de grève des enseignants, etc. Taoufik parti depuis sept mois, la bataille était très difficile mais ses soutiens n'ont jamais voulu lâcher prise et, aujourd'hui, Taoufik a obtenu le visa qui lui permet de revenir en France terminer ses études. Une magnifique victoire de la solidarité et de la ténacité contre l'injustice, constituant un massif «délit de solidarité».

NO COMMENT
Les forces de l'ordre doivent procéder à 5 000 interpellations d'aidants [de sans-papiers] cette année; 5 500 en 2011 (ANNEXE «IMMIGRATION ET ASILE» DE LA LOI DE FINANCES POUR 2009)

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montrouge
Mail: redaction@npa2009.org
Commission paritaire: en cours
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie Coastal
Rotographie, Montrouge-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr